

Procès-verbal du Comité syndical – Socle commun

Séance du 24 avril 2025

Le vingt-quatre avril deux mille vingt-cinq à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le dix-huit avril deux mille vingt-cinq, en présentiel à l'Agence au 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris et en visioconférence sur Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 110

Nombre de délégués présents ou représentés : 59 (dont 19 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (38) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), Bruno Tuder (Bagneux), Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Samuel Besnard (Cachan), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Serge Kehyayan (Clamart), Jean-Luc Millard (Drancy), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Christophe Bernier (Gennevilliers), Sophie Bosquillon (Ile-Saint-Denis), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Philippe Robert (Le Bourget), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Thibault Siméoni (Maisons-Alfort), Olivier Stern (Montreuil), Antoine Gougeon (Nogent-sur-Marne), Sylvain Raifaud (Paris), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Patrice Pattée (Sceaux), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson), Thierry Duboc (Villejuif), Patricia Vavassori (GPGE), Marie-Catherine Herrmann (GPGE), David Daoulas (GPSO), Patrick De La Marque (GPSO), Pascale Flamant (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alain Mathioudakis (GPSO), Bernard Roche (GPSO).

Suppléants avec voix délibératives (2) :

Emmanuel Serot (Alfortville), Luc Mauvarin (GPSO).

Suppléants sans voix délibératives (2) :

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Louise Bompaire (GPSO).

Excusés ayant donné pouvoir (19) :

Edith Felix (Bagnolet) à Bruno Tuder, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Stéphanka Toussaint, Sylvie Simon-Deck (Créteil) à Samuel Besnard, Pierric Amella (Pantin) à Samuel Besnard, Yann Viguié (Champigny-sur-Marne) à Marie-Hélène Magne, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Marie-Hélène Magne, Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine) à Christophe Bernier, Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt) à Marc Frot, François Vauglin (Paris) à Sylvain Raifaud, Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) à Sylvain Raifaud, Vincent Soulage (Nanterre) à Julie Lefebvre, Sabrina Decanton (Saint-Ouen) à Christophe Piercy, Robin Louvigné (Vincennes) à Patrice Pattée, Léopold Michallet (Colombes) à Patrice Pattée, Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes), Marc Feugère (Chatenay-Malabry) à Henri Roger-Estrade, Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay) à Henri Roger-Estrade, Elodie Dorfiac (Chatillon) à Luc Mauvarin, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin.

Total des voix : **2 471,96 voix**

Excusés :

Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Farid Hemidi (Malakoff), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique, Sédik Chekir, Responsable service finances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical de la séance du 7 avril 2025
2. Délibérations :
 - Création d'un emploi non permanent d'agent contractuel pour les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité
 - Adhésion au groupe Agence France Locale (AFL)
 - Désignation au Président pour contracter des emprunts
 - Modification des contributions 2025 à l'Agence
 - Décision modificative n°1 du Budget Principal 2025
 - Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

En introduction, **Le Président** annonce aux membres que le contentieux Autolib' est officiellement terminé. La SAS Autolib' n'ayant pas fait de demande de pourvoi en cassation.

Le Président propose à nouveau de désigner Monsieur Patrice Pattée secrétaire de séance.

Pour : **2 471,96 voix**

La proposition est adoptée à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical du 7 avril 2025

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité Syndical du 7 avril 2025.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 471,96 voix

Le procès-verbal du Comité Syndical du 7 avril 2025 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

2025 12 – Création d'un emploi non permanent d'agent contractuel pour les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret

Yannick Cabaret, Directeur général, explique qu'à la suite d'un départ, il est proposé de créer, à la direction des affaires juridiques et de la commande publique, un emploi non permanent de juriste pour assurer la continuité du service juridique et de la commande publique.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 12 au vote

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 471,96 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : DECIDE la création d'un emploi non permanent de juriste contrat public pour assurer la gestion administrative, juridique et éventuellement contentieuse du marché Velib', et pilotez la mise en œuvre et l'élaboration de l'ensemble de la procédure de passation des nouveaux marchés ainsi que leur suivi administratif.

Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 12 mois pendant une même période de 18 mois.

Article 2 : DIT que la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement comprise entre l'IB 444 et 1015.

Article 3 : AUTORISE le Président à signer le contrat nécessaire.

Article 4 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2025 13 - Adhésion au groupe Agence France Locale (AFL)

Le Président donne ensuite la parole à Yannick Cabaret

Yannick Cabaret, Directeur Général, indique qu'afin de permettre aux collectivités qui ont fait le choix d'un règlement par étalement sur 5 exercices de la charge induite par l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris dans le cadre du contentieux avec la SAS Autolib', une adhésion est nécessaire auprès du financeur qui a été retenu à l'issue de la procédure de consultation. Il s'agit de l'AFL qui est une banque publique au capital entièrement détenu par des collectivités locales qui octroie des prêts à ses adhérentes.

Le montant de cette adhésion sous forme d'apport en capital initial, comme prévu dans les statuts du groupe, est de 34 100 €. Cette adhésion s'accompagne d'une garantie autonome à première demande consentie par chaque entité membre chaque fois qu'elle souscrit un emprunt d'au moins 1 an de terme auprès de l'AFL.

Le Président donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) entend que le montant de 34 100 euros sera payé par le budget principal de l'Agence mais demande comment sera réparti le montant entre les collectivités qui ont choisi l'étalement ou le paiement de la dette qui leur incombe en une fois.

Yannick Cabaret, Directeur général répond que cette dépense d'investissement va effectivement être financée par l'ensemble des collectivités qui ont fait le choix d'étaler la dépense avec une répartition classique en fonction du nombre de stations à la fin du service. Quant aux collectivités qui ont fait le choix d'un paiement en une fois, elles n'auront pas à payer les intérêts dus à cet emprunt.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 13 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 471,96 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré :

1. *D'approuver l'adhésion de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;*
2. *D'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de **34 100** euros (l'ACI) de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, établi sur la base des Comptes de l'exercice **(2023)** :*
 - *En incluant le budget principal : oui*
 - *En excluant les budgets annexes suivants : Régie autonome Velib'*
 - *Recettes réelles de fonctionnement (2023) : 11 335 778 EUR*
3. *D'autoriser l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 [section Investissement] du budget de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées,*
4. *D'autoriser le Président à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale selon les modalités suivantes, étant entendu que pour chacun des exercices, le paiement pourra être accéléré : **Paiement en 1 fois.***

Année 2025 34 100 Euros
5. *D'autoriser le Président à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital ;*
6. *D'autoriser le Président à signer l'acte d'adhésion au Pacte d'actionnaires ;*
7. *D'autoriser le Président à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;*
8. *De désigner Sylvain Raifaud, en sa qualité de Président, et Yannick Cabaret en sa qualité de Directeur général, en tant que représentants titulaire et suppléant de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;*
9. *D'autoriser le représentant titulaire de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;*
10. *D'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « la Garantie ») de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :*
 - *Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour chaque exercice du mandat est égal au montant maximal des emprunts que l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, est autorisée à souscrire pour chaque exercice ;*

- *La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours ;*
 - *La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et*
 - *Si la Garantie est appelée, l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés;*
 - *Le nombre de Garanties octroyées par le Président sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque Garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.*
11. *D'autoriser le Président ou son représentant, pendant son mandat, à signer le ou les engagements de Garantie pris par l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe;*
12. *D'autoriser le Président pendant la durée de son mandat à :*
- i. Prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des Garanties ;*
 - ii. Engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents;*
13. *D'autoriser le Président à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;*
14. *D'être rattaché au collège regroupant les communes, EPCI à fiscalité propre et EPT mentionnés à l'article L. 5219-2 du CGT.*

2025 14 - Désignation au Président pour contracter des emprunts

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable service finances, indique que cette délibération a pour but de permettre au Président de contracter les emprunts nécessaires pour pouvoir payer la charge résiduelle de la décision de justice qui s'établit à 43 M€ dans le cadre du contentieux Autolib'.

Les emprunts retenus sont de deux types :

1. Un prêt relai de 10 M€ pour répondre à un besoin immédiat de trésorerie, remboursable trimestriellement sur 1 an, au taux variable Euribor 3 mois +0,69%, assorti d'un remboursement anticipé sans frais,
2. Un prêt consolidé de 33 M€ remboursable jusqu'en 2029, au taux variable Euribor 3 mois +0,76%, assorti d'un remboursement anticipé sans frais, afin de permettre un échelonnement de la part des collectivités adhérentes qui ont fait le choix d'un paiement étalé sur 5 exercices.

Yannick Cabaret, Directeur général, précise que le prêt relai permet d'avoir de la disponibilité de trésorerie afin de pouvoir verser sans attendre le montant et ensuite recevoir les fonds de la part des collectivités qui payent immédiatement et ainsi éviter de prolonger les intérêts qui sont de l'ordre de 5 000 € par jour et 10 000 € à partir du mois de mai.

Patrick De La Marque (GPSO) demande pourquoi avoir fait le choix d'emprunter à un taux variable au lieu d'un taux fixe compte tenu des expériences malheureuses.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond que les expériences malheureuses ne sont pas sur les emprunts à taux variable mais plutôt sur les prêts structurés qui font référence à la crise des emprunts toxiques en 2009 et début 2010.

Il indique que les emprunts à taux variable ne sont pas plus risqués qu'à taux fixe, ils sont seulement plus incertains. Le prêt à taux fixe protège de l'augmentation des taux d'intérêts, quant aux taux variables, ils protègent de la baisse des taux d'intérêts et, aujourd'hui, dit-il, nous sommes dans la perspective d'emprunter à un taux variable car les indices prévisionnels laissent apparaître une diminution.

Par ailleurs, dit-il, le taux variable a un intérêt majeur qui est de ne pas s'accompagner de frais de remboursement anticipé. Ainsi, il serait possible pour les collectivités qui le souhaitent lors du prochain mandat de rembourser tout ou partie de leur dette.

Pour finir, il explique que les prêts proposés par l'AFL donnent la possibilité de fixer le taux variable à des conditions qui sont tout à fait intéressantes. Si jamais, on s'apercevait qu'une perspective s'ouvrait dans le sens d'une augmentation des taux, on pourrait utiliser cette option pour fixer le taux.

Le Président remercie pour le travail qui illustre le résultat d'une négociation avec l'AFL qui a abouti à obtenir cette offre.

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) souhaite savoir si la conversion du taux variable en taux fixe entraîne des pénalités.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond que non. C'est une sorte de remboursement anticipé avec un nouvel emprunt de la même somme à taux fixe.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 14 au vote.

Contre :	0 voix
Abstention :	0 voix
Pour :	2 471,96 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DONNE délégation au Président en matière d'emprunt conformément à l'article L.2122-22 du CGCT et selon les modalités exposées dans le rapport ci-dessus ainsi que pour réaliser toutes les opérations financières utiles à la gestion de ces emprunts.

AUTORISE au Président à passer à cet effet les actes nécessaires et à donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur général.

2025 15 - Modification des contributions 2025 à l'Agence

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable service finances, indique que cette délibération vient actualiser la délibération 2025 08 du 7 avril 2025 notamment pour prendre en compte l'avis favorable de la DGFIP à la demande de dérogation permettant l'inscription du solde de la condamnation en investissement ainsi que l'aboutissement de la recherche d'un financeur. Il est donc proposé en 2025 un montant supplémentaire de 6 900 € par station tel qu'arrêté au 25 juin 2018 pour les collectivités qui ont fait le choix de l'étalement de la charge.

Ainsi, il est proposé une contribution 2025 à :

- 1 450 € par station pour couvrir les dépenses récurrentes du socle commun (ce montant pourra être revu à la baisse en fonction du résultat du CA 2024) ;
- 38 640 € par station pour les collectivités qui ont fait le choix d'un paiement immédiat ;
- 6 900 € par station pour les collectivités qui ont fait le choix d'un paiement par étalement sur 5 exercices.

Pour la Régie Velib', il est proposé de maintenir la participation des collectivités à :

- 22 304 € par station pour la ville de Paris
- 11 152 € pour les stations ouvertes au 31-12-2024 ainsi qu'aux stations ouvertes durant le 1er semestre 2025,
- 5 576 € pour les stations ouvertes au 3e trimestre,
- 2 788 € pour les stations ouvertes au 4e trimestre.

Enfin, il est proposé de maintenir la participation de la Métropole du Grand Paris.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 15 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 471,96 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2025 pour l'exercice de la compétence du socle commun est arrêté selon les modalités suivantes :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence :

- 1450 € par station Autolib' sur leur territoire telle qu'arrêtée au 25 juin 2018 pour couvrir les dépenses récurrentes du socle commun ;
- 38 640 € par station Autolib' sur leur territoire telle qu'arrêtée au 25 juin 2018 pour les collectivités qui ont fait le choix d'un paiement immédiat pour couvrir la charge induite par la décision de la CAA concernant le contentieux Autolib' ;
- 6 900 € par station Autolib' sur leur territoire telle qu'arrêtée au 25 juin 2018 pour les collectivités qui ont fait le choix d'un paiement par étalement sur 5 ans pour couvrir la charge induite par la décision de la CAA concernant le contentieux Autolib'.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget de l'Agence 2025.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2025 pour l'exercice de la compétence Velib' votés le 7 avril 2025 restent inchangés, à savoir :

- Pour la Ville de Paris : 22 304 € par station Velib' soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 21 104 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 11 152 € par station Velib' soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 9 952 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 3^{ème} trimestre de l'année : 5 576,00€ par station Velib' soit 600 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 4 976 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 4^{ème} trimestre de l'année : 2 788,00€ par station Velib' soit 300 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 2 488 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- La participation financière de la Métropole du Grand Paris au Syndicat Autolib' Velib' Métropole se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du syndicat est arrêtée à un montant de 111 520 euros par an ;
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
 - Pour les 392 stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2021 : la participation est de 11 152 euros par an par station,
 - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 589,82 € à compter de 2022 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 6 133,60 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 31 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2023, la participation est de 5 576,00 € à compter de 2024 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 10 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2024, la participation est de 4 879,00 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2025, dans la limite de 114 stations :
 - Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 11 152 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,
 - Pour les stations ouvertes au 3^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(5\,576 \text{ €} + 11\,152 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €}}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,788 \text{ €} + 11\,152 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €}}{N}$$

Soit une subvention totale estimée à 7 335 600 € avec une prévision de 40 stations installées en 2025.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations Velib' financées.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2025.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

2025 16 - Décision modificative n°1 du Budget Principal 2025

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable service finances, explique que la décision modificative vise à procéder à la modification des inscriptions budgétaires nécessaires à la suite de l'autorisation de la DGFIP de procéder à l'étalement, sur 5 exercices, de la somme de 43 M€ correspondant au solde de la condamnation dans le cadre du contentieux avec la SAS Autolib'. Elle a également pour objectif d'ouvrir les crédits nécessaires à la mise en place d'un emprunt pour procéder au paiement rapide de cette somme et à ajuster les intérêts au taux légal majoré à verser à la SAS Autolib'. Enfin, elle prend en compte le choix des collectivités qui ont opté pour un paiement en étalement sur 5 exercices ainsi que le montant de l'adhésion à l'Agence France Locale.

Le Président donne la parole aux membres.

Samuel Besnard (Cachan) et **Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest)** ont exprimé leurs remerciements et félicitations aux équipes de l'Agence et au Président pour la gestion efficace du contentieux Autolib'.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) se joint aux remerciements de Cachan et de GPSO mais souligne également que même si ce contentieux Autolib' est derrière nous, il est primordial de se projeter vers l'avenir avec ce nouveau logo « Agemob » pour le promouvoir et favoriser toutes les mobilités quelles qu'elles soient.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) indique que même s'il lui arrive d'être critique, il s'associe aux félicitations qui sont dues à l'exécutif et aux services de l'Agence qui ont contribué à avoir ce résultat. Il espère que cette mauvaise expérience servira de leçon pour éviter de tomber dans ce genre de piège.

Patrice Pattée (Sceaux) indique que Samuel Besnard a tout dit et le remercie particulièrement d'avoir salué le travail de l'ancienne Présidente qui a su bien gérer cette crise.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 16 au vote.

Contre :	0 voix
Abstention :	0 voix
Pour :	2 471,96 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses d'investissement 58 122 800 € correspondant à la charge à étaler de 43 M€, au remboursement de l'emprunt pour 15 088 700 € et à l'adhésion au groupe Agence France Locale pour 34 100 € ;

Article 2 : DÉCIDE d'inscrire en recette d'investissement 58 122 800 € correspondant à l'acquisition d'un emprunt pour 33 M€, d'un prêt relais pour 10 M€ et d'un virement de la section de fonctionnement pour 6 522 800 € ;

Article 3 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses de fonctionnement 16 712 800 € correspondant à la DAP de la charge différée pour 8,6 M€, aux remboursements des intérêts pour 0,9 M€, aux intérêts au taux légal majorés pour 0,69 M€ et au virement à la section d'investissement pour 6 522 800 € ;

Article 4 : DÉCIDE d'inscrire en recettes de fonctionnement 16 712 800 € correspondant au transfert de charges pour 43 M€ et à une diminution des contributions des collectivités de 26 287 200 € ;

Article 5 : APPROUVE, en conséquence, la décision modificative n°1 du budget principal 2025 arrêtée comme suit :

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
23	23		6 522 800,00 €		
65	65888		690 000,00 €		
66	66111		900 000,00 €		
42	68128		8 600 000,00 €		
42	791				43 000 000,00 €
74	74748			(26 287 200,00 €)	
TOTAL			16 712 800,00 €	(26 287 200,00 €)	43 000 000,00 €
SOLDE		- €	16 712 800,00 €		16 712 800,00 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	1641		5 088 700,00 €		
16	16441		10 000 000,00 €		
26	261		34 100,00 €		
040	4818		43 000 000,00 €		
021	021				6 522 800,00 €
16	1641				33 000 000,00 €
16	16441				10 000 000,00 €
040	4818				8 600 000,00 €
TOTAL			58 122 800,00 €	- €	58 122 800,00 €
SOLDE		- €	58 122 800,00 €	- €	58 122 800,00 €

Le Président retient que le dernier vote Autolib' aura été pris à l'unanimité sur des décisions importantes et remercie les élus de leur confiance. Il s'associe pleinement aux remerciements qui sont adressés aux services. Il a eu l'occasion de le faire à Mme Catherine Barrati Elbaz et mesure la difficulté de la tâche qui a été la sienne. Il indique que la fin d'Autolib' n'est pas la fin des mobilités partagées.

2025 17 - Rendu compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

Le Président rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et, en l'absence, demande aux membres de prendre acte de la délibération 2025 17.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 18 mars 2025 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h30.

Le Secrétaire,


Patrice Pattée

Le Président,


Sylvain Raifaud